

ADC-IKIBIRI

Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi

DECLARATION AU SUJET DE LA DELOYAUTE DE CERTAINS MEMBRES DU PARTI FNL

L'ADC-IKIBIRI vient d'apprendre avec consternation la tenue d'un Congrès Extraordinaire des dissidents du Parti FNL, ce dimanche 1er août 2010 sur autorisation du Ministère de l'Intérieur.

Avant que ce soi-disant congrès n'ait lieu, les dirigeants légaux du Parti FNL ont lancé un cri d'alarme, s'adressant au Ministre de l'Intérieur pour qu'il n'avalise pas une telle déloyauté susceptible de provoquer une crise politique de trop.

Ayant gardé à l'esprit que nous sommes dans un Etat de droit, nous étions convaincus que ce cri d'alarme allait amener l'autorité compétente à ne pas cautionner cette tenue illégale d'un pseudo congrès par des dissidents déjà exclus ou démissionnaires du Parti FNL.

Considérant l'illégalité observée dans la tenue dudit pseudo congrès des insurgés du Parti FNL ce dimanche 1er août 2010 ainsi que l'autorisation illégale et le soutien du Ministère ayant la gestion des partis politiques dans ses attributions, la Coalition ADC-IKIBIRI porte à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

1. L'ADC-IKIBIRI rappelle aux autorités administratives que seul le respect des règles et lois régissant la vie sociopolitique burundaise fera de notre pays un havre de paix, tandis que la violation de la loi par l'autorité qui devrait la faire respecter n'est que la base d'un chaos politique aux conséquences incalculables.
2. Elle condamne l'attitude du Ministre de l'Intérieur qui consiste à violer sciemment et plaisamment la loi régissant le fonctionnement des partis politiques au Burundi pour des fins purement partisans.
3. Elle s'insurge contre l'ingérence du Ministère de l'Intérieur dans l'organisation interne des partis politiques. En effet, les membres exclus d'un parti politique conformément aux statuts et règlements de celui-ci ne peuvent plus s'en prévaloir. Par la correspondance P02-225/FNL/2010 du 28 juillet 2010 du Parti FNL qui lui avait été adressée, le Ministre de l'Intérieur était déjà au courant des sanctions que le Parti avait déjà prises à l'endroit des initiateurs du pseudo congrès ainsi que des irrégularités et de l'illégalité qui entouraient la tenue dudit congrès ; la moindre des choses aurait été d'interdire la tenue de ce pseudo congrès !
4. L'ADC-IKIBIRI avait, par ailleurs, considéré les derniers discours de certaines hautes autorités de ce pays comme étant des discours d'apaisement. Hélas, grande est la déception de l'Alliance quant au grand écart manifesté entre la parole et l'acte.
5. Elle met en garde toutes les autorités impliquées dans le cautionnement tacite ou explicite des déchirements intra-partites contre les conséquences néfastes qui pourraient en découler ; qu'elles s'apprentent à en assumer les responsabilités.
6. Considérant que ces manœuvres de division doublées d'une manipulation politicienne ne font qu'empirer un climat sociopolitique déjà délétère, l'ADC-IKIBIRI informe l'opinion tant nationale qu'internationale qu'elle ne reconnaîtra jamais les soi-disant nouvelles autorités du Parti FNL, mais qu'elle reconnaît plutôt **Rwasa Agathon comme Président du Parti FNL, Alfred Bagaya comme Vice-Président et Adolphe Banyikwa comme Secrétaire Général.**

7. L'ADC-IKIBIRI continue à espérer que les hautes autorités administratives de ce pays considéreront les résolutions du pseudo congrès convoqué et dirigé par le duo-dissident Emmanuel Miburo et Jacques Bigirimana comme nulles et non avenues ; elle attire l'attention de ce même duo sur les répercussions de leur déloyauté sur la paix et la sécurité, qui, manifestement, constituent le cadet de ses soucis.
8. Elle invite le peuple burundais en général et les membres du Parti FNL en particulier à rester sereins et à ne reconnaître que **Monsieur Rwasa Agathon comme Président du Parti FNL, Alfred Bagaya comme Vice-Président et Adolphe Banyikwa comme Secrétaire Général**, les soi-disant nouveaux dirigeants n'étant que des opportunistes à la solde du pouvoir.
9. L'ADC-IKIBIRI demande aux membres du Corps Diplomatique accrédités au Burundi de persuader le pouvoir de l'urgence de couper court avec sa gymnastique devenue son sport favori, qui consiste à diviser le peuple burundais à travers les cassures des structures fonctionnelles et loyales des partis politiques.
10. Elle demande à ce même Corps Diplomatique de ne pas reconnaître les résolutions et les recommandations issues du pseudo congrès, mais plutôt d'œuvrer pour un pont salutaire entre le pouvoir et les dirigeants légaux du Parti FNL d'une part, entre celui-ci et l'ADC-IKIBIRI dont le FNL fait partie d'autre part, au nom de la paix et la sécurité pour tout le peuple burundais et tous ceux qui habitent le Burundi.

Fait à Bujumbura le 2 août 2010

Pour l'ADC-IKIBIRI

Léonard NYANGOMA

Porte-parole